



**FEED THE FUTURE**

The U.S. Government's Global Hunger & Food Security Initiative

# CONFLITS DANS LES ZONES PASTORALES DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE



## Introduction

Ce document d'information est l'un d'une série de six qui traite de sujets spécifiques d'importance pour les pasteurs et leurs systèmes de subsistance en Afrique. Il complète le document principal intitulé *Le pastoralisme en Afrique : Brève introduction* et décrit les éléments clés et les enjeux associés aux conflits dans les zones pastorales d'Afrique subsaharienne. Il s'attache à fournir des informations de base au personnel et aux partenaires de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) n'ayant qu'une expérience limitée du secteur. Bien qu'un conflit puisse se définir comme une incompatibilité d'opinions, de principes ou d'intérêts et puisse souvent être une force positive pour le changement social, dans ce document, il faut l'entendre comme la version abrégée d'un conflit violent. Les conflits liés au pastoralisme sont de plus en plus complexes et souvent mal compris. Ils sont parfois associés à des discours négatifs problématiques suggérant qu'ils sont inhérents au système de subsistance des pasteurs, ou qu'ils reflètent le fait que les pasteurs sont « archaïques » par rapport aux personnes pratiquant d'autres moyens d'existence, comme l'agriculture. Cependant, comme l'explique ce document, la faiblesse de la gouvernance est souvent au cœur des conflits répétés ou persistants dans les zones pastorales.



Gerald J. and Dorothy R. Friedman  
School of Nutrition Science and Policy  
**FEINSTEIN INTERNATIONAL CENTER**



## Tendances actuelles des conflits dans les zones pastorales

*Difficultés liées aux données* : d'un point de vue historique, il a été très difficile d'obtenir des données précises sur la plupart des formes de conflit dans les pays à faible revenu. Dans les zones arides d'Afrique, cette situation est particulièrement évidente en raison de l'isolement, du peu de signalements, de la sensibilité des informations<sup>1</sup> et des divers degrés de liberté de la presse et de partialité des médias selon le contexte<sup>2</sup>. Bien que les communications modernes aient réduit ces contraintes, des problèmes de fiabilité et d'exactitude des données subsistent, notamment parce que les ensembles de données reposent souvent en grande partie sur le balayage de multiples sources médiatiques. Par conséquent, les données sur les conflits doivent être interprétées avec circonspection.

Deux sources ouvertes primordiales et solides concernant les données relatives aux conflits sont disponibles pour comprendre les tendances : l'Uppsala Conflict Data Program [UCDP ou Programme de données sur les conflits d'Uppsala], développé par l'université d'Uppsala<sup>3</sup>, et la série du projet Armed Conflict Location & Event Data (ACLED ou Données sur les événements et les sites de conflits armés), une organisation non gouvernementale (ONG), issue de l'université du Sussex. Par exemple, l'UCDP ventile les données par pays, par partie prenante et par type de violence (p. ex. étatique, non étatique et unilatérale). Ainsi, l'Éthiopie compte 90 parties prenantes de conflit identifiées au niveau national, y compris des acteurs étatiques régionaux. En ce qui concerne les dyades ou triades de conflits non étatiques, l'UCDP en recense 53, dont la plupart impliquent des groupes ethniques pastoraux ou des groupes présents dans les zones pastorales<sup>4</sup>. Si les données de l'UCDP permettent un certain niveau d'analyse des tendances au sein de dyades de conflits spécifiques (p. ex., entre les pasteurs Borana et Gabra en Afrique de l'Est), l'analyse est limitée, car les données complètes ne sont généralement disponibles qu'à partir du début des années 1990. Par ailleurs, l'analyse des tendances est entravée par la façon dont les conflits pastoraux sont définis, car la complexité croissante des conflits engendre des problèmes d'attribution et de catégorisation<sup>5</sup>, et par les diverses manières dont les conflits ont évolué, parfois sur des centaines d'années<sup>6</sup>. Les conflits peuvent également être très dynamiques dans le temps. Ils peuvent être latents pendant des années, puis réapparaître sous forme d'une série d'événements violents et intenses.

Dans l'ensemble, les données et la littérature suggèrent que les tendances actuelles des conflits dans les zones pastorales sont mixtes, complexes et incohérentes, mais qu'il ressort une augmentation générale des conflits en Afrique à l'heure actuelle. Notamment, lorsque l'État est impliqué, les événements conflictuels et les décès qu'ils engendrent augmentent de manière significative. Les exemples ci-dessous démontrent la diversité et la complexité des conflits dans les zones pastorales d'Afrique<sup>7</sup> :

- Augmentation des conflits entre éleveurs et agriculteurs en Afrique de l'Ouest, p. ex. au Nigéria, où 1 300 personnes ont trouvé la mort entre janvier et août 2018<sup>8</sup>.

1 Le plus souvent, du point de vue du gouvernement, car les questions de sécurité nationale peuvent être considérées comme le reflet des événements, selon la façon dont elles sont interprétées. Par exemple, si les cas de conflit comprennent des menaces perçues comme émanant de groupes considérés comme extrémistes ou classés comme terroristes.

2 Voir, par exemple Dietrich et Eck, 2020. Voir également les notes du projet Armed Conflict Location & Event Data (ACLED) et de l'Uppsala Conflict Data Program (UCDP) concernant leurs méthodologies ; ces notes sont disponibles sur leur site web respectif et précisent les sources, les approches et les contraintes.

3 <https://ucdp.uu.se/encyclopedia> et <https://acleddata.com/about-acledd/>.

4 Voir, par exemple, le site Internet de l'UCDP : <https://ucdp.uu.se/country/530>.

5 Par exemple, si un conflit entre deux groupes éventuels de pasteurs éclate dans un centre urbain et que la cause principale est d'origine politique, s'agit-il d'un conflit pastoral ? Ou s'agit-il d'un conflit politique ?

6 Par exemple, on peut avoir accès à certaines tendances régionales, s'il existe des analyses spécifiques ou des ensembles étoffés de données.

7 Voir, par exemple, Cilliers, 2018, qui note que les conflits impliquant l'islamisme militant sont particulièrement persistants. Toutefois, il est également important de noter que, si l'on se place dans un contexte historique plus long, les niveaux de conflit en Afrique ont globalement diminué depuis la fin de la guerre froide

8 Voir Nnoko-Mewanu, 2018.

- Au Sahel, la violence avec les milices peules est en baisse depuis 2018, avec par exemple 1 868 décès de janvier à octobre, mais cela comprend des conflits entre agriculteurs et éleveurs, la violence entre les milices et les exactions des militants peuls. Ce chiffre est à comparer aux 1 536 décès impliquant Boko Haram au cours de la même période<sup>9</sup>.
- Dans l'ensemble du Sahel, la propagation de l'insécurité et des formes de conflit impliquant les pasteurs ont évolué au cours des dix dernières années, car les Peuls, en particulier, peuvent être recrutés par des groupes militants islamiques au Burkina Faso, au Niger et au Mali<sup>10</sup>. Au Nigéria, les cibles des conflits entre Peuls se sont déplacées vers le gouvernement et les civils<sup>11</sup>.
- Dans la région du Rift Nord au Kenya, 69 cas de violence politique impliquant des milices pastorales ont été recensés en 2023, soit une augmentation par rapport à 2022. Les violences impliquant des milices pastorales représentaient près de 30 % de tous les cas de violence politique au Kenya au premier trimestre 2023 et elles ont fait environ 73 morts<sup>12</sup>.
- De 1989 à 2022, il y aurait eu 279 décès parmi les agropasteurs Karamajong en Ouganda<sup>13</sup>.

## Coûts des conflits

Il ne fait aucun doute que les conflits continuent de causer d'effroyables pertes de vies humaines dans les zones pastorales d'Afrique et qu'ils constituent un obstacle majeur au développement économique et à la prestation de services, comme le résume le tableau I.

Tableau I : Impacts négatifs des conflits dans les zones pastorales sur les populations affectées<sup>14</sup>

Impacts directs	Impacts indirects
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de vies humaines, augmentation de la morbidité, traumatismes, déplacements de population</li> <li>• Appauvrissement et dénuement, en particulier pour les femmes et les enfants</li> <li>• Perte de biens de production (bétail, biens ménagers, récoltes, etc.).</li> <li>• Accès tronqué aux ressources, p. ex. aux pâturages, à l'eau, aux marchés, aux services, aux réseaux sociaux</li> <li>• Mobilité restreinte, en particulier pour les femmes</li> <li>• Vulnérabilité accrue à la violence, en particulier pour les femmes</li> <li>• Réduction du capital social et de la cohésion sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perturbation des possibilités de développement : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accès des enfants à l'éducation, par exemple</li> <li>- Régression du développement économique</li> <li>- Démotivation pour les investissements économiques en dehors des économies de guerre</li> <li>- Effet dissuasif sur la prestation de services</li> </ul> </li> <li>• Diminution des options de développement du capital social <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entreprises collaboratives – rupture de la confiance</li> <li>- Initiatives de gouvernance conjointe</li> <li>- Mariages mixtes</li> </ul> </li> <li>• Augmentation du nombre de raids, de l'insécurité et phénomène d'escalade</li> <li>• Hausse des investissements dans des armes légères et leur prolifération, ce qui alimente les cycles de violence</li> <li>• Conséquences des déplacements forcés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pressions sur les ressources, y compris sur l'environnement</li> <li>- Accroissement des tensions entre les populations hôtes et les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI)</li> </ul> </li> </ul>

9 Voir Matfess, 2018.

10 Cissé, 2020.

11 <https://acleddata.com/2018/10/05/fulani-militias-in-nigeria-declining-violence-not-a-sign-of-lasting-peace/>.

12 Matfess, 2018.

13 Voir UCDF, s.d.

14 Adapté et développé à partir du tableau 3.3a : Impacts of Conflict on Pastoral Development Prospects [impacts des conflits sur les perspectives de développement pastoral] (p. 21) dans Nori et al., s.d.



Dans les parcours, les conflits ont souvent lieu dans des zones situées géographiquement en périphérie de pays qui connaissent déjà des formes de marginalisation par rapport au centre<sup>15</sup>, ayant à leur tour un impact sur les personnes les plus vulnérables, qui sont souvent des pasteurs. Il existe un lien étroit entre les conflits et la pauvreté, ce qui a des conséquences sur la persistance des conflits<sup>16</sup>. Les inégalités horizontales peuvent accroître la motivation à se battre, la facilité de recrutement, la cooptation politique et religieuse et la polarisation, ce qui, par ricochet, augmente le risque de violence, surtout si des lignes de fracture ethniques s'y superposent.

## Types de conflits

Il existe différents types de conflits dans les zones pastorales, dont les causes sont souvent multiples et dont les auteurs sont cooptés et liés à des politiques locales, nationales ou régionales en lien avec des politiques d'identité ethnique, l'accès aux ressources ou la religion. Toutefois, pour faire simple, il est possible de distinguer trois typologies :

*Les conflits pastoraux « traditionnels »* : tels que les raids de bétail entre tribus ou clans pastoraux/agropastoraux voisins, en particulier en Afrique de l'Est. À l'origine, les raids étaient liés à l'acquisition de bétail pour payer un mariage, comme rite de passage à l'âge adulte, comme expression de la masculinité, pour accumuler de la richesse ou recouvrer des pertes de bétail, ou encore comme réponse à la faim. Ces formes étaient régies par des mécanismes communautaires traditionnels. Les raids de bétail liés aux cycles de sécheresse avaient également une fonction de redistribution, garantissant la stabilité globale du système pastoral dans toutes les régions. On trouve de nombreux exemples de ces modèles fondamentaux dans la Corne de l'Afrique, et ces conflits peuvent survenir à n'importe quel moment de l'année.

<sup>15</sup> Voir, par exemple, Pavanello, 2009.

<sup>16</sup> Pour une synthèse succincte, voir, par exemple, Marks, 2016.

*Les conflits entre éleveurs et agriculteurs* : D'un point de vue historique, le pastoralisme et l'agriculture dans des régions telles que le Sahel étaient complémentaires et régulés par des institutions locales. Toutefois, depuis l'époque coloniale, des politiques officielles ont cherché à séparer ces deux systèmes de subsistance. Cela a contribué à la perception erronée selon laquelle le pastoralisme et l'agriculture seraient intrinsèquement incompatibles. Aujourd'hui, les conflits entre pasteurs et agriculteurs se produisent dans toute l'Afrique, mais ils sont particulièrement évidents en Afrique de l'Ouest. Dans cette région, les agriculteurs peuvent utiliser des terres considérées par les pasteurs comme leurs pâturages traditionnels faisant partie de schémas de mobilité lors d'une très vaste transhumance. Chaque fois que le bétail des pasteurs se trouve à proximité des cultures, il existe un risque de conflit, et l'expansion non réglementée des zones cultivées augmente ce risque.

*Les conflits liés aux ressources naturelles* : ces conflits se produisent généralement entre pasteurs et sont liés à l'accès aux pâturages et à l'eau. Ils peuvent être très localisés ou peuvent se produire à plus grande échelle et s'inscrire dans le cadre de conflits territoriaux et frontaliers, motivés par des combinaisons complexes de facteurs historiques, politiques, d'accès aux ressources et autres. Dans de tels cas, les ressources en question peuvent ne pas se limiter aux ressources naturelles, mais inclure des villes, des marchés ou des infrastructures qui revêtent une importance stratégique (capital physique). Dans certains cas, l'évolution de la gestion et de l'administration des ressources naturelles clés – y compris les systèmes introduits par les programmes de développement – peut affecter la propriété et l'accès traditionnels, qui deviennent alors contestés, ce qui affecte la dynamique des conflits<sup>17</sup>. Les conflits liés à ces facteurs peuvent survenir à tout moment.

*Les conflits complexes* : progressivement, la majorité de ces conflits sont non traditionnels et de plus en plus complexes, motivés par des causes multiples. Il s'agit probablement d'une combinaison de griefs liés à des causes structurelles (p. ex. la pauvreté ou la marginalisation sous une forme ou une autre) et de politiques identitaires, qui sont ensuite exploitées et cooptées par des politiciens ou des militants. La nature des liens avec la politique dépend fortement du contexte et peut être associée aux élections, au pouvoir politique direct et à l'accès aux ressources. Elle peut aussi être liée à d'autres dimensions de la politique identitaire, telles que l'islamisme militant ou l'extrémisme violent et les idéologies qui y sont associées. Les pays comptant d'importantes populations pastorales peuvent être touchés par des situations d'urgence complexes à long terme, dues à l'instabilité politique ; c'est le cas du Soudan du Sud et de la Somalie.

## Facteurs et évolution de la nature des conflits

*Macro-tendances affectant les conflits et leur dynamique* : d'une manière générale, les conflits pastoraux, en particulier ceux qui impliquent encore des dynamiques traditionnelles, ont tendance à être de faible intensité, impliquant des meurtres ou des décès « au compte-goutte », avec des événements périodiques ou des flambées d'activités entre de plus longues périodes de calme relatif. Toutefois, la forme, la localisation et la nature de ces interactions changent aussi pour les raisons suivantes :

- *La croissance démographique* : peut concerner l'urbanisation, la création de nouveaux établissements humains, la multiplication des contacts entre les personnes ou l'augmentation de la pression sur les ressources naturelles (par exemple, l'eau). L'augmentation du nombre de têtes de bétail peut également accroître la pression sur les parcours et les pâturages<sup>18</sup>.

<sup>17</sup> Voir, par exemple, Richards *et al.*, 2015.

<sup>18</sup> La croissance du cheptel est plus susceptible de fluctuer en fonction d'une combinaison de facteurs de marché, de conditions environnementales et de schémas de maladies occasionnelles. Cependant, la modification de la composition des troupeaux peut accroître la résilience des moyens de subsistance des pasteurs, mais elle peut également affecter la dynamique des conflits ; ainsi, par exemple, l'adoption de brouetteurs peut permettre l'accès à d'autres types de végétation et de terres qui ne leur appartiennent peut-être pas. Par exemple, dans le passé, les Borana ne gardaient que des bovins, mais ils ont de plus en plus de chameaux et de chèvres, ce qui leur permet de se déplacer dans des zones arbustives appartenant à d'autres tribus ; de ce fait, cela a augmenté les tensions.

- *Modification de l'utilisation des terres* : outre les pressions sur les terres disponibles liées à l'essor démographique, les développements à grande échelle ont également un impact sur l'utilisation des terres (p. ex., les infrastructures, l'industrialisation ou les industries extractives telles que les mines). En outre, l'utilisation accrue du foncier pour l'agriculture peut bloquer les voies de transhumance (p. ex., au Nigéria et au Karamoja, en Ouganda), ce qui entraîne des variations dans les schémas de mobilité ou des interactions conflictuelles.

*Dégradation de l'environnement et changement climatique* : ils affectent de plus en plus les mouvements de population, les migrations et les comportements. Par exemple, en Somalie, les déplacements à grande échelle de personnes et de leur bétail, provoqués par la sécheresse, ont créé de nouveaux établissements humains (et des conflits avec les communautés d'accueil), tandis qu'ils étaient déplacés et forcés de s'installer dans des endroits autres que leurs terres traditionnelles. L'évolution des disponibilités en eau et la modification des schémas de végétation affectent également les comportements et la viabilité des paysages et des systèmes de subsistance tels qu'ils étaient pratiqués auparavant. L'évolution des températures due au changement climatique affecte également les populations de vecteurs de maladies du bétail et les schémas de végétation.

*Politisation des groupes identitaires* : la cooptation de groupes identitaires pastoraux puissants à des fins politiques est une forte source de préoccupation pour les artisans de la paix. Dans le pire des cas, la récupération de conflits pastoraux localisés, en exploitant les inimitiés ethniques, peut nuire à la stabilité politique et exacerber les guerres civiles qui touchent des nations entières. Ces dernières jouent alors un rôle dans la création, le maintien et l'insolubilité de ces conflits, qui se transforment en urgences chroniques complexes. Les exemples classiques sont le Soudan du Sud, où les conflits entre Nuer et Dinka sont devenus une ligne de fracture majeure entre les groupes politiques<sup>19</sup>, et le Soudan, où les Arabes Baggara, qui prédominent, ont été incorporés dans des milices telles que les Janjaweed contre d'autres groupes ethniques. Ces milices se sont ensuite transformées en forces de soutien rapide de Mohamed Hamdan, connues sous le nom de Hemeti, et sont profondément impliquées dans les luttes de pouvoir et les conflits actuels au Soudan. Outre le coût humanitaire des urgences chroniques complexes qui perdurent pendant des décennies, il existe également des défis potentiels associés au « syndrome du mauvais voisinage », qui suggère que de vastes zones d'instabilité politique peuvent commencer à influencer, imprégner et déstabiliser les pays voisins<sup>20</sup>. Cela semble avoir été le cas au Sahel avec les insurrections dans toute la région, tandis que la Corne de l'Afrique reste un sujet de préoccupation<sup>21</sup>.

*Commercialisation et criminalisation des vols de bétail* : une tendance que l'on peut observer dans toute l'Afrique est la commercialisation des raids de bétail et l'utilisation d'armes automatiques. C'est déjà le cas depuis longtemps en Afrique de l'Est, où le crime organisé est inextricablement impliqué dans les vols de bétail au Kenya et en Ouganda. Mais les caractéristiques de ce phénomène évoluent également ; par exemple, l'augmentation de l'échelle, la violence associée et l'implication de politiciens et d'hommes d'affaires au Kenya ou, dans le cas de la région du Karamoja en Ouganda, la collusion des forces de sécurité<sup>22</sup>. En Afrique de l'Ouest, de plus en plus de bandits sont impliqués, ainsi que des milices et des groupes tels que Boko Haram au Cameroun, au Nigéria et dans le bassin du Tchad, qui utiliseraient les raids de bétail pour financer leurs activités.

19 Par exemple, la militarisation du pillage du bétail. Voir Wild et al., 2018.

20 Iqbal et Starr, 2008.

21 Nsaibian et Duhamel, 2021.

22 Pour une vue d'ensemble, voir Aucoin et Mahmood, 2017.

## Moteurs et facteurs d'entretien qui expliquent la persistance des conflits impliquant des pasteurs

**Enjeux structurels** : une combinaison d'enjeux fondamentaux affecte la persistance de ces conflits qui surviennent dans les paysages où les groupes pastoraux sont prédominants. Il peut s'agir de :

- *Facteurs historiques* : la création de frontières étatiques et administratives divise les groupes ethniques ou dérange les systèmes de subsistance lorsque l'emplacement des ressources naturelles nécessite de s'y rendre. Elle crée également différents systèmes de gouvernance et de politique d'un pays à l'autre, ce qui a un impact sur ces populations. Les héritages coloniaux et les schémas de sédentarisation peuvent également affecter la propriété, l'utilisation des terres et l'accès au foncier, perturbant de manière permanente des modes de vie viables et générant des griefs nés à ces injustices.
- *Marginalisation économique, sociale et politique permanente* : les zones pastorales sont souvent en périphérie des centres économiques et politiques. Les centres urbains et les capitales ont tendance à se situer dans des zones riches en ressources capables d'accueillir des populations. Ils deviennent alors des centres de pouvoir politique. Inévitablement, cette situation tend à marginaliser les vastes zones de parcours peu peuplées, du point de vue de l'allocation des ressources, de la prestation de services et de la participation à la vie nationale. Cette situation est encore exacerbée par la nécessité naturelle de mouvement et de mobilité pour ceux qui suivent cette forme de système de subsistance, ce qui fait qu'ils sont mal desservis du point de vue de l'allocation des ressources<sup>23</sup>.

**Un échec de la gouvernance** : Cependant, à l'origine des conflits et des problèmes auxquels sont confrontés les pasteurs et les agropasteurs, se trouve un échec fondamental de la gouvernance, qui revêt deux dimensions essentielles :

1. **État de droit et sécurité.** Le concept d'État-nation ne revêt guère d'importance pour les pasteurs qui s'identifient encore profondément à leur mode de vie. Ce qui compte pour eux, c'est de pouvoir se déplacer comme ils l'entendent avec leurs animaux vers les pâturages. Toutefois, d'un point de vue étatique, la sécurisation de vastes zones de pâturages éloignées et inaccessibles est très problématique. Ces zones sont souvent des zones frontalières, sans infrastructures de transport, qui nécessiteraient des ressources importantes en personnel et en véhicules pour les surveiller et les contrôler correctement. Les systèmes de sécurité de l'État ne sont pas en mesure de réagir rapidement aux incidents, en raison de la distance, du manque de communication et de ressources. Cela mine la confiance de la communauté dans les capacités du système de sécurité de l'État<sup>24</sup>. En outre, le droit statutaire et l'utilisation de systèmes juridiques occidentaux reposent fortement sur les témoins, l'utilisation de preuves et la reconnaissance de la culpabilité individuelle. Dans ces régions, il est rare que l'on soit témoin d'un crime et que les auteurs soient arrêtés ou poursuivis avec succès devant les tribunaux. Les cultures pastorales traditionnelles peuvent également être fondées sur la responsabilité et les obligations de la communauté. Ainsi, chez les Somalis, le *Xeer* (système juridique traditionnel) est utilisé pour estimer les paiements de restitution ou le *Diya* (« prix du sang ») afin d'indemniser les familles lésées pour leurs pertes plutôt que de punir l'individu.

23 La relation entre la pauvreté absolue et les pasteurs fait l'objet d'un débat permanent. Les pasteurs peuvent se percevoir comme riches sur le plan du bétail et des biens relatifs aux moyens de subsistance au sein de leurs troupeaux. Cependant, si l'on considère d'autres dimensions de la pauvreté telles que les niveaux d'éducation, la vulnérabilité (qui devient croissante avec le changement climatique), l'accès à la santé et d'autres indicateurs, les pasteurs tendent alors à faire partie des groupes démographiques les plus pauvres.

24 Sans parler du racisme et des préjugés profondément ancrés parfois présents dans les institutions de sécurité, dont le personnel est généralement issu de tribus ou de groupes ethniques venus d'autres régions du pays.

Malheureusement, les systèmes juridiques traditionnels et les mécanismes de gestion des conflits et des ressources naturelles ont été érodés ou déformés, ce qui a entraîné un manque général de gouvernance robuste dans ces régions ; ce problème est encore exacerbé par la disponibilité d'armes légères souvent mal contrôlées. Tous ces facteurs ont généralement conduit à une militarisation de la sécurité dans ces zones frontalières, qui a elle aussi été exacerbée par la nature changeante des conflits qui, dans le Sahel, se transforment en rébellions djihadistes.

- 2. La politique gouvernementale et les instances de mise en œuvre.** D'un point de vue historique, en particulier en Afrique de l'Est, l'arène politique soutenant et encourageant les systèmes de subsistance des pasteurs était faible et subordonnée à l'agriculture. De plus en plus, il existe aujourd'hui des politiques positives au sein de l'Union africaine (UA), mais surtout au niveau des Communautés économiques régionales (CER), tant dans la Corne de l'Afrique, sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qu'en Afrique de l'Ouest, sous la bannière de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ces organisations reconnaissent l'importance du pastoralisme et s'efforcent de mettre en place des protocoles protégeant la mobilité et la capacité à franchir les frontières internationales. Cependant, s'il existe des politiques écrites, elles ne sont pas nécessairement mises en œuvre au niveau local. Dans certains pays, comme l'Éthiopie, il existe des politiques concurrentes qui peuvent être non écrites, mais qui vont directement à l'encontre de l'intention qui sous-tend les politiques de protection du pastoralisme ; par exemple, la politique de « sédentarisation » de la population et la création d'obstacles aux mouvements des pasteurs au sein de leurs systèmes de transhumance, ostensiblement au nom de l'amélioration de la prestation de services<sup>25</sup>. De même, les politiques d'utilisation de l'eau peuvent viser à maximiser l'utilisation agricole et l'irrigation au détriment des besoins des pasteurs. Plus positivement, dans le Karamoja, certains districts locaux ont entamé le processus de classement des routes de migration du bétail et introduit de nouveaux protocoles de déplacement pour les personnes possédant du bétail afin de réduire les conflits avec d'autres groupes tels que les agriculteurs. Cependant, la gouvernance des ressources naturelles, des terres et leur sauvegarde pour maintenir la viabilité de cet important système de subsistance nécessitent beaucoup plus d'investissements.

## Traiter les conflits dans les zones pastorales

Comme dans tous les environnements touchés par un conflit, les bonnes pratiques imposent aux acteurs du développement et de l'aide humanitaire d'entreprendre une analyse du conflit, quelle que soit la nature de l'intervention. Il existe de nombreux cadres et guides disponibles, car les donateurs et les agences internationales adoptent souvent des approches légèrement différentes vis-à-vis de cette tâche. Les exemples classiques sont fournis par l'USAID et par le Bureau des Affaires étrangères, du Développement et du Commonwealth au Royaume-Uni<sup>26</sup>. Cependant, étant donné la nature évolutive et la complexité de ces conflits, il est de plus en plus utile d'envisager l'adoption d'une approche mixte entre l'analyse de conflit classique et l'analyse de l'économie politique (AEP). Il s'agit essentiellement d'une approche plus systémique qui prend en compte les motivations et les intérêts des différents acteurs et qui trouve ses racines dans la société, en considérant le rôle des institutions formelles et informelles, des politiques et des normes dans le façonnement des comportements. À l'issue d'un tel exercice, il convient d'adopter des approches de programmation pratiques et sensibles aux conflits<sup>27</sup>. La prise

25 Par exemple, dans la zone Borena au sud de l'Éthiopie, certains woredas ont tenté de limiter les mouvements pastoraux à l'intérieur du *woreda* en allouant des zones de pâturage de saison sèche et de saison humide. Toutefois, ces zones ne sont pas suffisamment vastes pour fonctionner correctement dans le cadre du système de subsistance pastoral ou pour prendre en compte les ressources en eau existantes nécessaires.

26 Office of Conflict Management and Mitigation, 2004 ; Goodhand *et al.*, 2002.

27 Dans l'idéal, une analyse de conflit ou une AEP devrait être menée de manière participative avec le personnel de l'organisation concernée, sous la direction d'une personne experte en analyse de conflit. Outre le fait de tirer parti de leurs connaissances, d'ancrer les questions dans leur conscience et de servir d'exercice de renforcement des capacités, il est rarement fait bon usage de cette analyse si un consultant externe l'entreprind en tant que mission autonome.

en compte des conflits est un concept simple en théorie, mais beaucoup plus difficile à mettre en pratique, car il s'agit d'un processus continu qui nécessite un investissement permanent. Elle comporte essentiellement trois étapes : premièrement, il faut considérer le contexte dans lequel vous opérez ; deuxièmement, il faut comprendre les interactions entre votre programme et le contexte ; et troisièmement, il convient d'ajuster votre programme pour éviter les répercussions négatives et maximiser les impacts positifs. Les principes qui consistent à « Ne pas nuire » sont également utiles, mais ils sont souvent interprétés comme des normes minimales, et il est donc préférable de les utiliser en conjonction avec des approches sensibles aux conflits.

## Conclusion

Le pastoralisme est un système de subsistance essentiel, hautement adapté aux terres semi-arides et arides de l'Afrique, qui constitue l'utilisation durable la plus efficace de la base de ressources naturelles. Toutefois, les conflits dans les zones pastorales deviennent de plus en plus complexes, multidimensionnels et liés à des systèmes politiques et criminels, avec une variété de macro-tendances qui les influencent. Ces tendances, associées à l'évolution des contextes politiques, entraînent des changements dans la forme des conflits, leur localisation et la nature de la violence qui y est associée. Si l'on ne parvient pas à sauvegarder et à soutenir le pastoralisme (tant au niveau politique que pratique) en qualité de système de subsistance viable et important, mais aussi à prendre en considération et à traiter les questions de gouvernance et la dynamique des conflits dans tous les programmes de résilience et de subsistance, on risque aggraver des problèmes persistants et fragiliser sa pérennité à venir. Pour sauvegarder et soutenir le pastoralisme, il faut délibérément intégrer la programmation de la transformation des conflits dans les programmes ayant trait à la résilience, au changement climatique, à la gouvernance et aux moyens de subsistance.

## Références

- Aucoin, Ciara, et Omar S. Mahmood. 23 novembre 2017. Cattle Rustling on the Rise across Africa. Enact Observer. <https://enactafrica.org/enact-observer/cattle-rustling-on-the-rise-across-africa>.
- Cilliers, Jakkie. 2018. Violence in Africa: Trends, Drivers and Prospects to 2023. Institute for Security Studies, Africa Report, 12 août 2018. <https://issafrica.org/research/africa-report/violence-in-africa-trends-drivers-and-prospects-to-2023>.
- Cissé, Modibo Ghaly. 20 avril 2020. Understanding Fulani Perspectives on the Sahel Crisis. Africa Center for Strategic Studies. <https://africacenter.org/spotlight/understanding-fulani-perspectives-sahel-crisis/>.
- Dietrich, Nick, et Kristine Eck. 2020. [Known Unknowns: Media Bias In The Reporting Of Political Violence](#). *International Interactions* 46 (6): 1043–1060. DOI: 10.1080/03050629.2020.1814758.
- Goodhand, J., T. Vaux, et R. Walker. 2002. Conducting Conflict Assessments: Guidance Notes. Department for International Development (DFID), London. <https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/ukgwa/20100522033040/http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications/conflictassessmentguidance.pdf>.
- Iqbal, Zaryab, et Harvey Starr. 2008. *Bad Neighbors: Failed States and Their Consequences*. *Conflict Management and Peace Science Special Issue: Failed States* 25 (4): 315–331.
- Marks, Z. 2016. Conflict and Poverty. GSDRC Professional Development Reading Pack No. 52. University of Birmingham, Birmingham. [https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5980670a40f0b61e4b00003e/Poverty-and-conflict\\_RP.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5980670a40f0b61e4b00003e/Poverty-and-conflict_RP.pdf).

- Matfess, Hilary. October 5, 2018. Fulani Militias in Nigeria: Declining Violence Not a Sign of Lasting Peace. Armed Conflict Location & Event Data (ACLED). <https://acleddata.com/2018/10/05/fulani-militias-in-nigeria-declining-violence-not-a-sign-of-lasting-peace/>.
- Nnoko-Mewanu, Juliana. 6 août 2018. Farmer-Herder Conflicts on the Rise in Africa. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/news/2018/08/06/farmer-herder-conflicts-rise-africa>.
- Nori, M., J. Switzer, et A. Crawford. n.d. Herding on the Brink: Towards a Global Survey of Pastoral Communities and Conflict. Document de travail occasionnel de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales de l'UICN. Institut international du développement durable (IISD) et Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CEESP) de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). [https://www.iisd.org/system/files/publications/security\\_herding\\_on\\_brink.pdf](https://www.iisd.org/system/files/publications/security_herding_on_brink.pdf) [www.iisd.org/natres/security/pastoralism.asp](http://www.iisd.org/natres/security/pastoralism.asp).
- Nsaibian, Héli, et Jules Duhamel. 17 juin 2021. Sahel 2021: Communal Wars, Broken Ceasefires, and Shifting Frontlines. Blog de l'ACLED. <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>.
- Office of Conflict Management and Mitigation. 2004. Conducting a Conflict Assessment: A Framework for Strategy and Program Development. Bureau for Democracy, Conflict, and Humanitarian Assistance, United States Agency for International Development (USAID), Washington, DC. [https://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/Pnada636.pdf](https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnada636.pdf).
- Pavanello, Sara. Avril 2009. Pastoralists' Vulnerability in the Horn of Africa: Exploring Political Marginalization, Donors' Policies, and Cross-Border Issues. Humanitarian Policy Group. <https://odi.org/en/publications/pastoralists-vulnerability-in-the-horn-of-africa-exploring-political-marginalisation-donors-policies-and-cross-border-issues/>.
- Richards, S., G. Bekele, G. Tesfaye, et B. Shimelis. 2015. Conflict, Climate Change and Resilience Assessment of the Borana Zone. Haramaya University College of Law, Peace Centers for Climate and Social Resilience (PCCSR) Project et United States Agency for International Development (USAID).
- Uppsala Conflict Data Program (UCDP). s.d. Karimojong. <https://ucdp.uu.se/actor/1040>.
- Wild, Hannah, Jok Madut Jok, et Ronak Patel. 2018. The Militarization of Cattle Raiding in South Sudan: How a Traditional Practice Became a tool for Political Violence. *Journal of International Humanitarian Action* 3 (2). <https://doi.org/10.1186/s41018-018-0030-y>.

## Lectures complémentaires

ACLED: The Armed Conflict Location & Event Data Project. <https://acleddata.com/about-acled/>.

ACLED. 2023. Kenya: Government Operation Against Pastoralist Militias in North Rift Region. Situation Update, 31 mars 2023. <https://acleddata.com/2023/03/31/kenya-situation-update-march-2023-government-operation-against-pastoralist-militias-in-north-rift-region/>.

Odhiambo, Michael Ochieng. 2012. Impacts of Conflict on Pastoral Communities' Resilience in the Horn of Africa: Case Studies from Ethiopia, Kenya, and Uganda. Reconcile/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). <https://www.urban-response.org/system/files/content/resource/files/main/full-doc-28.pdf>.

Uppsala Conflict Data Program, Department of Peace and Conflict Research. <https://ucdp.uu.se/encyclopedia>.

Uppsala Conflict Data Program, Department of Peace and Conflict Research: Countries in Conflict: Ethiopia. <https://ucdp.uu.se/country/530>.

## Remerciements

La production de ce document d'information a été financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international par le biais de l'accord de coopération No. 7200AA21CA00020, Le Pastoralisme en Afrique, conclu avec le Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy, Tufts University. Simon Richards a rédigé cet article.

Photo de couverture : Andy Catley.



Gerald J. and Dorothy R. Friedman  
School of Nutrition Science and Policy  
**FEINSTEIN INTERNATIONAL CENTER**



This study is made possible by the generous support of the American people through the U.S. Government's Feed the Future Initiative, implemented by United States Agency for International Development (USAID). The contents are the responsibility of the Feed the Future Pastoralism in Africa activity and do not necessarily reflect the views of USAID or the United States Government.

[www.feedthefuture.gov](http://www.feedthefuture.gov)